

3

Quand le couperet est tombé, ce mardi matin 24 juin 2016, personne n'y a cru. Ce n'était pas possible, ces chiffres étaient truqués, il y avait erreur, tromperie, c'était bien trop violent pour être vrai !

Mon mari était installé dans le salon, la mine défaite, il devait être cinq heures du matin. Je lui ai demandé si le résultat était définitif, ou si certaines circonscriptions devaient encore donner leurs chiffres. Il m'a répondu par un mouvement de tête qui voulait dire « non ». Une banderole rouge titrait en grand « Brexit : a majority said yes ».

Je me suis mise à pleurer. J'ai dit à mon mon mari que c'en était fini de ma vie ici, que tout ce en quoi j'avais cru et ce que j'avais aimé dans ce pays partait en fumée avec ce vote. J'ai crié que je détestais les Anglais d'avoir fait cela à l'Europe, d'avoir fait cela au monde. Que rien ne serait plus jamais comme avant.

J'ai fondu en larmes en évoquant tout ce que l'on avait fait pour s'intégrer ici, et tout ce à quoi il nous faudrait probablement renoncer. Dans un sanglot amer, j'ai avoué que je ne comprenais rien : ils avaient tout, un pays économiquement en bien meilleur état que d'autres pays d'Europe : un chômage à 5 %, un « deal » négocié par Cameron qui leur garantissait le meilleur de l'Union européenne, les contraintes en moins. Qu'ils voulaient tout, et qu'ils allaient tout perdre.

J'ai répété que je les détestais et qu'il était hors de question que je poursuive les démarches de naturalisation anglaise.

Il m'a fallu un effort considérable pour assurer le petit déjeuner et les préparatifs des enfants pour aller à l'école. La nuit avait été courte et agitée, je m'étais levée vers deux heures du matin pour voir les premières estimations et déjà, à ce moment-là, l'inflexion était donnée. Je m'étais rassurée en me disant qu'il restait du temps, que les principales villes n'avaient pas encore rendu leurs chiffres.

J'avais chassé de mes pensées les derniers gros titres des journaux populaires, largement pro-Brexit. Oubliés les sondages et les propos délibérément favorables à la sortie de l'Europe. Mais à côté de cela, les affichettes avaient fleuri partout dans Londres, sur les fenêtres des maisons, et c'était le « in » qui s'affichait en nette majorité. Je me sentais portée par cette large communauté pro-européenne, indirectement supportrice de moi-même.

Il aurait fallu pourtant sillonner les quartiers moins centraux et plus pauvres de la capitale, sortir se promener dans les campagnes, dans les grandes villes des Midlands, du Nord de l'Angleterre et du pays de Galles pour se rendre compte qu'une bien autre réalité se dessinait.

Ici même, à Londres, il aurait fallu voir et comprendre que pour certaines familles britanniques ce n'était pas facile : l'arrivée massive d'étrangers fortunés ayant fait exploser le marché immobilier, nombre d'entre elles n'avaient d'autre choix que de migrer en dehors de la capitale, au risque de passer plusieurs heures par jour dans les transports. Pour la même raison, l'accès aux écoles privées était devenu de plus en plus difficile et les frais d'inscription complètement inabordables.

Je n'aurais pas dû fermer les yeux en voyant se dresser les immenses panneaux publicitaires montrant Nigel Farage, le leader du « Ukip » – parti d'extrême-droite anti-européen – et Boris Johnson promettre le reversement des sommes allouées à la communauté européenne au profit du NHS, le système de santé du Royaume-Uni. Il aurait fallu prêter plus attention aux propos europhobes tenus de longue date par des politiciens de tous bords,

de toutes tendances, au sein même du parti de Cameron. Entendre ces familles aristocrates évoquer avec nostalgie la grandeur du Royaume au temps de l'impérialisme et, à l'autre bout de l'échiquier social, prêter l'oreille du côté des déclassés du système, résignés trop longtemps à rester dans leur « case », sans espoir de pouvoir un jour en sortir.

Et si ma conscience avait choisi de s'ouvrir encore, j'aurais regardé en arrière, depuis l'idée de la construction de l'Europe, dès ses balbutiements, sa première pierre, et j'aurais vu qu'à chaque étape la Grande Bretagne y était allée à reculons. Indécise, cherchant toujours à sauvegarder sa souveraineté en priorité.

Mais rien ne servait de refaire le film. Nous en étions là, la BBC confirmait les chiffres d'heure en heure, c'était une réalité à laquelle nous allions devoir nous habituer, et faire avec.

Sur le chemin de l'école, je croisai des visages fermés et fatigués. L'atmosphère était étrangement silencieuse, l'air lourd malgré le vent léger. On aurait pu croire à un jour de deuil national si le soleil radieux du matin ne contrastait pas aussi ironiquement avec l'enjeu du moment.

Passées les portes de l'établissement, une autre ambiance se dessinait dans le mouvement des allées et venues des parents, des scooters et des poussettes, et dans l'agitation joyeuse des enfants impatients de se retrouver. On aurait pu dire que tout était comme avant si une oreille affûtée n'avait perçu derrière les masques de façade le silence dissonant entre les trois camps : entre le mutisme victorieux et faussement gêné des « brexiters » britanniques, celui peiné des autochtones vaincus, et l'aphasie des « sans voix », la longue cohorte de ceux qui, n'ayant pu voter, assistaient impuissants au verdict des urnes. Et dans cette petite « faith school », école catholique d'état où cohabitent paisiblement des chrétiens d'Europe, d'Afrique et d'Asie, je vis pour la première fois se dessiner l'image d'une Europe déchirée.